



GFDRR



THE WORLD BANK
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



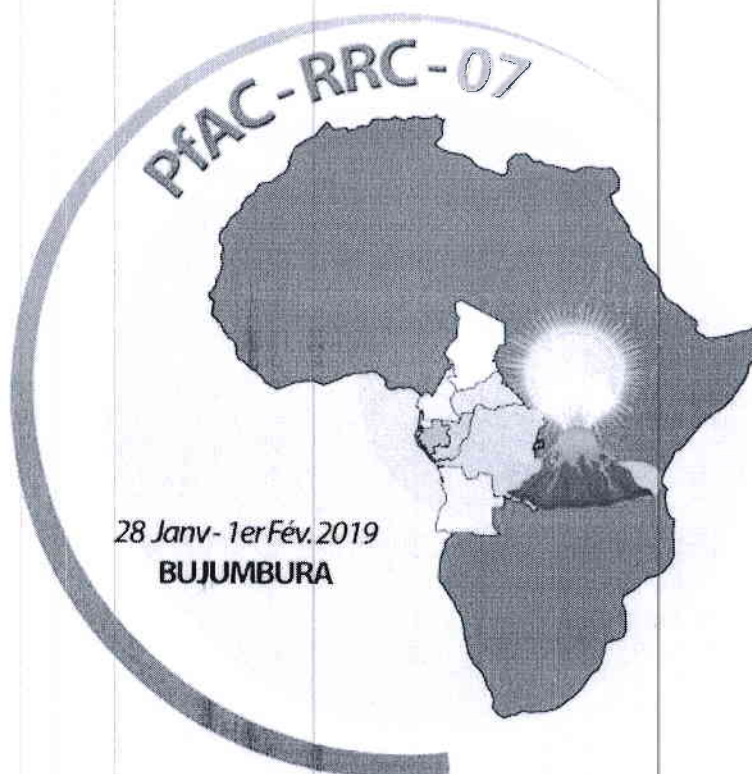
OCHA
COORDINATION OF HUMANITARIAN ASSISTANCE

World Humanitarian Office
United Nations Office for West and Central Africa

RAPPORT GENERAL

7^{EME} SESSION DE LA PLATEFORME REGIONALE AFRIQUE CENTRALE POUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES EN AFRIQUE CENTRALE (PfAC - RRC - 07)

"Définition d'un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre de Sendai en Afrique Centrale "



8^{eme} Consultation Afrique Centrale pour la Préparation et la Réponse aux Catastrophes
HÔTEL CLUB DU LAC TANGANYIKA • BUJUMBURA (RÉPUBLIQUE DU BURUNDI)

28 JANVIER - 1^{ER} FÉVRIER 2019 •

Février 2019



GFDRR



THE WORLD BANK
WB & IDA | WORLD BANK GROUP



OCHA
United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs
Coordination Saves Lives

I. INTRODUCTION

Soucieuse des actions de prévention et de protection de sa population et du renforcement de la gouvernance des risques en vue d'assurer une meilleure compréhension du Cadre de Sendai 2015-2030 pour la Réduction des Risques de Catastrophes (CS-RRC-2015-2030), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) a organisé du 28 janvier au 1er février 2019, sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, à Bujumbura, la 7^{ème} Session de la Plateforme Régionale Afrique Centrale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (PfAC-RRC-07) sous le thème « *Définition d'un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre de Sendai en Afrique Centrale* ».

Cette édition a été précédée par la réunion de la 8^{ème} Consultation annuelle de préparation et de réponse aux catastrophes en Afrique Centrale, la 2^{ème} Réunion Ordinaire du Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes en Afrique Centrale (REPARC) et la Réunion des Directeurs des Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (DSMHN).

La PfAC-RRC-07 a été organisée avec l'appui financier et technique du projet ACP-UE géré par la Facilité Mondiale pour la Prévention des Catastrophes et de Relèvement de la Banque Mondiale (GFDRR) et du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (ONU/OCHA).

Y ont pris part:

- les Points Focaux Nationaux de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC), les Experts des Services de Protection Civile et les Directeurs Nationaux en charge de la Météorologie des Etats membres de la CEEAC à savoir la République du Burundi, la République du Cameroun, la République du Congo, la République Gabonaise, la République de Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République Démocratique de Sao Tomé et Principe ainsi que de la République du Tchad ;
- les Experts et les Chefs des Services du Secrétariat Général de la CEEAC, en charge de la gestion et prévention des risques de catastrophes, de la formation et de renforcement des capacités pour la paix et la stabilité, de la santé, de l'agriculture et de la communication ;
- Leurs Honorables Députés, Membres du REPARC ;
- les Organisations de la Société Civile à savoir l'Association des Jeunes pour la Protection de l'Environnement du Tchad (AJPE), le Réseau Femmes Africaines pour le Développement Durable (REFADD), le Réseau des Jeunes leaders pour la Gestion durable des Ecosystèmes Forestiers et Humides d'Afrique Centrale (REJEFAC), « GreenAid-1 Billion Trees for Africa » venus du Cameroun et HOPE-87 du Burundi ;
- les Institutions de Recherche & Développement en matière de la RRC spécifiquement l'Académie de Recherche du Tchad ;
- les Experts en charge de la gestion des catastrophes et de la Protection Civile venus des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- les Partenaires Techniques et Financiers, notamment:
 - le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (ONUSIPC) ;
 - le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OCHA ROWCA) ;
 - les membres du Système des Nations Unies en République du Burundi à savoir le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et OCHA ;
 - la Délégation de l'Union Européenne en République du Burundi ;
 - la Banque Africaine de Développement ;
 - le GFDRR de la Banque Mondiale, la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix



GFDRC



THE WORLD BANK
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



OCHA
United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

Rouge et du Croissant Rouge (FICR) pour l'Afrique Centrale, des Sociétés Nationales de la Croix Rouge des Etats Membres de la CEEAC venus de la République du Burundi, la République du Cameroun, de la République Centrafricaine, la République du Congo et la République Démocratique du Congo, du Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD) et de l'OXFAM.

La liste de tous les participants à la 7^{ème} session de la PfAC-RRC-07 est jointe au présent rapport général.

La 8^{ème} Consultation Annuelle pour la Préparation et la Réponse aux Catastrophes et la 7^{ème} session de la Plateforme Régionale Afrique Centrale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (PfAC-RRC-07) ont été officiellement ouvertes par **le Commissaire de Police Chef Alain Guillaume BUNYONI**, Ministre de la Sécurité Publique et de la Gestion des Catastrophes, représentant le 1^{er} Vice-Président de la République empêché, en présence des quelques membres du Gouvernement de la République du Burundi, du représentant du Secrétaire Général de la CEEAC, de l'Ambassadeur Chef de Délégation de l'Union Européenne au Burundi, du Représentant Résident de la Banque Mondiale au Burundi et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi.

La PfAC-RRC-07 avait pour objectif général d'évaluer d'une part le niveau des réalisations faites en 2018 dans le cadre du Plan d'Action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique Centrale et d'échanger d'autre part, sur l'état de mise en œuvre des recommandations prises à Brazzaville dans le cadre de préparation et de réponse aux catastrophes en Afrique Centrale.

Il s'est agi de manière plus spécifique :

- d'évaluer le niveau de mise en œuvre des recommandations issues de la PfAC-RRC-06 consolidées dans le Communiqué Final de la 1^{ère} Conférence ministérielle Conjointe Afrique Centrale sur la Météorologie et la RRC du 13 octobre 2017 à Brazzaville au Congo, ainsi que du Plan d'Action Afrique Centrale au niveau sous régional et national ;
- de définir un système d'évaluation de la mise en œuvre du cadre de Sendai en Afrique Centrale à soumettre à la sanction de la 4^{ème} Conférence Ministérielle Afrique Centrale sur la RRC en 2019 ;
- de partager les conclusions de la Plateforme Afrique et les Etats Arabes sur la Réduction des Risques de Catastrophes et d'en tirer parti pour l'Afrique Centrale ;
- de partager les conclusions du 1^{er} Forum Hydrométéorologique de l'Afrique Centrale et définir une méthodologie de mise en œuvre ;
- d'échanger sur les leçons apprises et les expériences acquises pendant l'année ;
- de préparer la 4^{ème} Conférence Ministérielle Afrique Centrale sur la RRC et la 2^{ème} Conférence Ministérielle Conjointe sur la RRC et la Météorologie ;
- d'évaluer les dossiers à soumettre à la sanction de la 17^{ème} Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements ;
- de préparer la participation de la CEEAC à la Plateforme Mondiale pour la RRC de 2019 ;
- de proposer un système de suivi amélioré de la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique Centrale ;
- d'évaluer la mise en œuvre du Plan d'Action de Préparation et de Réponse aux Catastrophes et des engagements suite au Sommet Humanitaire d'Istanbul en 2016 ;
- d'évaluer les mesures de préparation et de réponse en 2018 ;
- de partager les nouveaux outils de préparation et de réponse aux crises.

II. ARTICULATION DES TRAVAUX

Les travaux ont été coprésidés par la République Gabonaise et la République du Burundi avec comme rapporteurs généraux la République Démocratique du Congo et la République du Burundi.



GFDRR



THE WORLD BANK
IBRD IDA



OCHA
Coordination Saves Lives

United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs

Les travaux se sont tenus à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika et ont été articulés autour :

- des Pré-événements constitués de sessions parallèles notamment la 8^{ème} Consultation, la Réunion du REPARC et la Réunion du DSMHN ;
- des sessions plénières d'ouverture suivies des exposés sur les différentes thématiques retenues, la présentation des rapports par les Points Focaux Nationaux des Etats membres, du Plan d'Action Afrique Centrale conformément au Programme d'Action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique ; des travaux des groupes et d'une session d'adoption du rapport général;

III. SUBSTANCE DES TRAVAUX

Les travaux de l'ensemble des sessions ont permis de dégager les principales conclusions dont les substances sont présentées dans les lignes qui suivent :

a) en ce qui concerne la 8^{ème} Consultation annuelle de préparation et de réponse aux catastrophes en Afrique Centrale, les échanges ont été axés autour des points suivants :

- le rappel des conclusions de la 7^{ème} Consultation ;
- la préparation et réponse à la maladie à Virus Ebola ;
- la gestion conjointe des éruptions volcaniques en RDC et au Rwanda ;
- la coordination civilo-militaire ;
- la gestion des catastrophes liées au climat ;
- le suivi du plan d'action de Yaoundé révisé pour le renforcement de la préparation et de la réponse aux catastrophes en Afrique Centrale 2015-2017 et les actions prioritaires.

Aux termes de cette 8^{ème} consultation, les participants ont convenu de mettre en œuvre un certain nombre d'actions prioritaires dans les Etats membres de la CEEAC en termes de préparation et de réponse aux catastrophes. Il s'agit de manière globale de (i) l'élaboration d'un plan de contingence transfrontalier pour la gestion des épidémies centré sur Ebola avec une implication des jeunes, des femmes, de la société civile et le respect du Règlement Sanitaire International (RSI) ; (ii) du développement des mécanismes de collaboration et d'échanges transfrontaliers avec une harmonisation des dispositifs et méthodes utilisés dans les pays, (iii) d'un plaidoyer au niveau régional pour le dégazage du Lac Kivu en s'inspirant des expériences du Cameroun, (iv) du renforcement de relation entre la GRC et les services Météorologiques pour améliorer les systèmes d'alerte précoce et renforcer la planification des mesures d'urgence.

b) En ce qui concerne la 2^{ème} Réunion Ordinaire du REPARC :

elle a regroupé les Honorables Parlementaires venus de la République du Burundi, de la République du Cameroun, de la République Centrafricaine, de la République du Congo, de la République Gabonaise, de la République de Guinée Equatoriale, de la République Démocratique du Congo et de la République du Tchad.

Les points débattus par les Parlementaires ont porté sur :

- les échanges d'informations et de partage d'expériences ;
- l'évaluation du niveau d'intégration de la RRC dans les législations nationales ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles et mobilisation des ressources financières pour le fonctionnement du REPARC ; et
- le programme d'activités du REPARC pour l'année 2019.

Au terme des travaux, les résolutions ci-après ont été adoptées :



GFDRR



THE WORLD BANK
IBRD • IDA • WORLD BANK GROUP



OCHA
United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs
Coordination Saves Lives

- faire l'état des lieux des mesures et des besoins avec un argumentaire concret indiquant comment les législateurs doivent être mieux mobilisés ;
- organiser au niveau de chaque Parlement, une journée d'information parlementaire sur la RRC en invitant les gouvernements, les sectoriels, les acteurs de la Société civile et les partenaires ;
- constituer dans chaque pays une dynamique visant à mieux développer les actions de sensibilisation des populations en mettant ensemble les députés, ONG, chefs traditionnels, femmes, jeunes, leaders des communautés et Partenaires ;
- veiller à participer à l'élaboration de la cartographie des risques dans les différents pays ;
- développer un plaidoyer afin d'avoir une loi spécifique sur la thématique RRC dans les législations de chaque Etat membre.

c) En ce qui concerne la réunion des Directeurs des Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (DSMHN),

plusieurs experts météorologues venus des Etats membres de la CEEAC à savoir la République de Burundi, la République du Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Gabonaise, la République de Guinée Equatoriale et la République du Tchad y ont pris part.

Les principaux échanges ont porté sur la marginalisation de la place de l'hydrométéorologie dans la planification du développement dans la plupart des Etats membres de la CEEAC, la vétusté et le nombre insuffisant et même décroissant des réseaux hydrométéorologiques nationaux, la faible capacité technique de la ressource humaine nationale, la modicité des budgets nationaux alloués aux services hydrométéorologiques, l'inspection et la maintenance limitées des stations hydrométéorologiques et enfin le problème du système de gestion de qualité (QMS) pour la fourniture des services météorologiques à la navigation aérienne en ce qui concerne les pays de la CEEAC non membres de l'Agence Africaine et Malgache pour la Sécurité de la Navigation Aérienne (ASECNA).

d) En ce qui concerne la PfAC-RRC-07,

les discussions étaient articulées autour de :

- l'état de mise en œuvre des recommandations PfAC-RRC-06 et du Plan d'Actions régional ;
- les nouvelles initiatives en cours du Plan d'Action révisé 2015-2017 pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique Centrale ; et
- les perspectives pour l'année 2019.

IV. RECOMMANDATIONS

Au terme des débats et des échanges qui ont ponctué les présentations et les restitutions des travaux des groupes en plénière, les participants ont formulé les recommandations ci-après:

a) au Secrétariat Général de la CEEAC :

- envoyer une lettre explicative auprès des Etats Membres pour rappeler le fondement du REPARC comme réseau spécialisé au sein de la CEEAC et la nécessité d'améliorer la collaboration avec les ministères chargés de la RRC ;
- organiser des tournées à effectuer auprès des différents Parlements pour animer la journée d'information parlementaire en matière de RRC, la même tournée servant de support pour rencontrer les différents ministres et autres sectoriels ;
- doter le REPARC du matériel de travail pour une meilleure efficacité ;
- appuyer les Etats membres de la CEEAC, en termes de plaidoyers en vue de l'élaboration d'un plan de contingence transfrontalier pour la gestion des épidémies centrée sur la Maladie



GFDRR



THE WORLD BANK
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT



OCHA
United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs

United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs

à Virus Ebola (MVE) avec une implication des jeunes, des femmes et de la société civile et dans le respect du RSI ;

- appliquer dans les délais raisonnables la recommandation n°1 du communiqué final de la 1^{ère} Conférence ministérielle conjointe de Brazzaville 2017 pour la désignation des Secrétaire Exécutif et Secrétaire Exécutif Adjoint du CAPC-AC ;
- inviter un des pays de la CEEAC, modèle en matière d'autonomisation du SMHN, pour un partage d'expérience lors de la prochaine réunion des DSMHN ;
- appuyer les Etats membres de la CEEAC en vue de bénéficier de l'expérience du Cameroun sur la mise en place d'un Centre National des Opérations d'Urgence ;

b) aux Etats membres

- améliorer la collaboration entre les antennes nationales du REPARC et les ministères en charge de la RRC ;
- mobiliser les ressources internes en vue d'élaborer le plan de contingence transfrontalier pour la gestion des épidémies centrée sur la Maladie à Virus Ebola (MVE) avec une implication des jeunes, des femmes et de la société civile et dans le respect du RSI ;
- accroître les budgets alloués aux SMHN et améliorer leur cadre juridique et institutionnel ;
- mettre en place le cadre national des services climatiques ;
- densifier les réseaux hydrométéorologiques et entamer ou poursuivre le processus d'automatisation de leurs stations hydrométéorologiques, en y intégrant le volet maintenance ;
- développer des systèmes et stratégies de communication efficace sur le rôle et l'importance des activités des SMHN dans le développement socio-économique ;
- procéder à la sauvegarde des archives historiques et alimenter le Profil Pays dans la Base de Données de l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM) ;
- intégrer le secteur hydrométéorologie dans la plateforme nationale sur les Objectifs du Développement Durable (ODD) ;
- prendre les dispositions nécessaires en vue de réaliser les sessions de formations sur la coordination civilo-militaire dans la prévention et la gestion des catastrophes.

c) aux Partenaires Techniques et Financiers

- accompagner les Etats dans leurs efforts visant à traduire les stratégies nationales en Plan d'Action devant servir de support pour élaborer des lois spécifiques en matière de RRC dans chaque Pays ;
- organiser les PRESAC avant les Consultations Annuelles à l'effet de permettre l'évaluation de la mise en œuvre de ses conclusions (ACMAD et BAD à travers le projet SAWIDRA) ;
- organiser la deuxième phase de formation des membres du ROSTER du Mécanisme de Coordination et d'Evaluation des Nations Unies en situation d'Urgence (UNDAC) à la diligence de la CEEAC et d'OCHA ;
- apporter des appuis techniques et financiers aux Etats membres de la CEEAC dans l'élaboration d'un plan de contingence transfrontalier pour la gestion des épidémies centrée sur la Maladie à Virus Ebola (MVE) avec une implication des jeunes, des femmes et de la société civile et dans le respect du RSI ;
- soumettre régulièrement aux Etats les calendriers des réunions internationales en matière de météorologie afin d'encourager leur participation régulière à ces réunions ;
- appuyer les Etats membres de la CEEAC dans la tenue des sessions de formations sur la coordination civilo-militaire dans la prévention et la gestion des catastrophes ;

Signature

Signature



GFDRC



THE WORLD BANK
World Bank Group



OCHA
Coordination Saves Lives

United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs

- continuer à apporter leur soutien technique et financier aux CAPC-AC et SMHN ;
- mobiliser les ressources nécessaires en vue d'appuyer les Etats membres de la CEEAC pour bénéficier de l'expérience du Cameroun sur la mise en place d'un Centre National des Opérations d'Urgence.

d) au REPARC

- encourager et influencer les politiques dans les Etats membres de la CEEAC en vue de la modernisation des SHMN ;

Fait à Bujumbura, le 1er février 2019

Pour la Présidence de la PfAC-RR-07

Pour le Secrétariat Général de la CEEAC

Hortense TOGO épouse MOUSSOUNDA
(République Gabonaise)

Dominique KUITSOUC

Le Rapporteur Général

Joël KAMBALE NDAGANA
(République Démocratique du Congo)